

COLIS OUTRE-MER

Modèle de courrier à adresser à un élu ou à une institution

Transparence des frais • pratiques tarifaires • pouvoir d'achat

MODE D'EMPLOI — Remplacez tous les éléments entre crochets [...]. Adaptez le courrier à votre situation et joignez, si vous le souhaitez, des copies de factures, avis de taxation, frais de dossier ou justificatifs. N'envoyez jamais de documents originaux.

[Prénom NOM]
[Adresse]
[Code postal – Commune]
[E-mail]
[Téléphone – facultatif]

À l'attention de [Madame / Monsieur – Nom de l'élu(e)]
[Fonction : Député(e), Sénateur/Sénatrice, Maire, Président(e) de collectivité...]
[Adresse / Institution]
À [Commune], le [date]

Objet : Demande d'intervention et de transparence concernant les frais appliqués aux colis à destination des Outre-mer

[Madame / Monsieur / Madame la Députée / Monsieur le Sénateur / Madame la Maire...],

Je me permets de vous saisir au sujet des coûts qui peuvent s'ajouter au prix d'un achat expédié vers les territoires ultramarins : transport, fiscalité applicable à l'importation et, selon les opérateurs et les situations, frais de dossier, de présentation en douane ou de dédouanement.

Pour de nombreux consommateurs, l'enjeu ne porte pas uniquement sur le niveau final du prix, mais aussi sur sa lisibilité avant la commande. Il peut être difficile de connaître à l'avance le coût total réellement acquitté à l'arrivée du colis et de distinguer clairement ce qui relève de la fiscalité, du transport et des frais facturés par un opérateur privé.

Une pétition intitulée « Pour le plafonnement et révision des taxes douanières Outre-mer », lancée sur Change.org <https://www.change.org/p/pour-le-plafonnement-et-r%C3%A9vision-des-taxes-douani%C3%A8res-outre-mer>, appelle notamment à davantage de transparence et à une révision de certaines pratiques et modalités tarifaires. Je vous invite à en prendre connaissance et, indépendamment de toute appréciation sur chacune de ses propositions, à considérer la question de fond qu'elle soulève pour les consommateurs ultramarins.

À ce titre, je souhaiterais respectueusement vous demander, dans le cadre de vos compétences, s'il vous serait possible :

- d'interroger les administrations et organismes compétents sur la composition et la justification des différents frais susceptibles d'être facturés lors de l'acheminement et de la remise des colis ;
- de favoriser une information claire, préalable et compréhensible permettant au consommateur d'anticiper autant que possible le coût total d'une commande livrée en Outre-mer ;



- d'examiner les écarts de pratiques et de frais selon les transporteurs et circuits d'acheminement, lorsqu'ils existent, et d'en apprécier la justification ;
- d'étudier, lorsqu'une évolution législative ou réglementaire relève de votre compétence ou de celle des pouvoirs publics, les mesures susceptibles d'améliorer la transparence, la proportionnalité et la prévisibilité des frais ;
- et, le cas échéant, de relayer cette problématique auprès des ministères, commissions parlementaires, collectivités ou autorités compétentes.

Je suis conscient(e) que les règles applicables peuvent différer selon la nature du bien, son origine, sa valeur, le territoire concerné, le régime fiscal applicable et le transporteur. Ma démarche vise précisément à obtenir une meilleure compréhension de ces mécanismes et, lorsque cela est possible, à contribuer à leur amélioration.

Je vous remercie par avance de l'attention portée à cette démarche citoyenne et serais reconnaissant(e) de connaître votre position ainsi que les suites que vous pourriez envisager.

Je vous prie d'agréer, [Madame / Monsieur + fonction], l'expression de ma considération respectueuse.

[Signature]
[Prénom NOM]

À personnaliser : votre expérience :

Vous pouvez insérer avant la formule de politesse un court paragraphe personnel, par exemple :

« Dans mon cas, pour un achat d'une valeur de [XX €], j'ai acquitté [XX €] de transport, [XX €] de taxes et [XX €] de frais supplémentaires, soit un coût total de [XX €]. Je joins une copie des justificatifs correspondants afin que cet exemple puisse être examiné. »

Pièces pouvant être jointes :

- copie de la **facture d'achat** ;
- copie de la **facture** ou du **justificatif de transport** ;
- **avis de taxation** ou **document douanier**, s'il existe ;
- **facture de frais de dossier / présentation en douane / dédouanement** ;
- **capture** ou **estimation du prix affiché avant la commande** ;
- tout **échange utile avec le vendeur** ou le **transporteur**.

Conseil : masquez les données qui ne sont pas nécessaires à la compréhension du dossier (numéros de compte, références bancaires, identifiants personnels sensibles, etc.).



Repères institutionnels et juridiques

Ces références ne signifient pas que la pétition publiée sur Change.org produit, à elle seule, les effets juridiques des procédures officielles de pétition. Elles indiquent les voies institutionnelles existantes pour porter une demande citoyenne.

Constitution du 4 octobre 1958 – article 72-1 :

Le droit de pétition permet, dans les conditions fixées par la loi, aux électeurs d'une collectivité territoriale de demander l'inscription à l'ordre du jour de son assemblée délibérante d'une question relevant de sa compétence : https://www.legifrance.gouv.fr/codes/article_lc/LEGIARTI000006527593/

Sénat – plateforme officielle e-pétitions :

Le Sénat permet de déposer ou soutenir des pétitions relevant de sa mission législative ou de contrôle. La plateforme indique qu'une pétition atteignant 100 000 signatures dans un délai de six mois est transmise à la Conférence des Présidents, qui décide des suites éventuelles : <https://petitions.senat.fr/>

Règlement du Sénat – articles 87 et 88 :

Le règlement prévoit l'adressage et le traitement des pétitions au Sénat, notamment via une plateforme en ligne : <https://www.senat.fr/reglement/reglement60.html>

Lien de la mobilisation

Pétition Change.org : <https://www.change.org/p/pour-le-plafonnement-et-r%C3%A9vision-des-taxes-douani%C3%A8res-outre-mer>

IMPORTANT — Ce document est un modèle de correspondance citoyenne fourni à titre informatif. Il ne constitue pas un conseil juridique individualisé et ne garantit aucune réponse ni décision de la part d'un élu, d'une administration ou d'une institution. Vérifiez et adaptez les faits, montants et demandes à votre situation avant envoi.



UTILISATION ET VERSION DE RÉFÉRENCE

Ce document est fourni gratuitement par Planet Actus sous forme de modèle personnalisable. La version Word (.docx) est volontairement modifiable afin de permettre à chaque utilisateur de l'adapter à sa situation, à son destinataire et aux faits qu'il souhaite exposer.

Toute modification, adaptation, suppression ou ajout effectué après téléchargement relève de la responsabilité de son auteur et ne saurait être attribué à Planet Actus.

Planet Actus ne garantit ni l'exactitude des informations ajoutées par les utilisateurs ni l'usage qui pourrait être fait d'une version modifiée de ce document.

La version PDF publiée sur PlanetActus.com constitue la version de référence du modèle mis à disposition par Planet Actus.

Version de référence : 16 août 2026.

Page officielle de référence et suivi du dossier :

<https://planetactus.com/index.php/2026/08/16/taxes-douanieres-colis-outr-mer-petition/>

Les éventuelles mises à jour du modèle et du dossier sont publiées sur cette page.

